

Colloque

Organisé par le Secours Catholique



*"Les chômeurs : ces frères et sœurs qui nous dérangent...
ou qui peuvent être notre chance."*



Valenciennes le 20 novembre 2013



Gérard Marle, Pierre Maréchal, François Soulage, Boniface, Valérie, Régis Verley

Colloque sur le problème du chômage

Les délégations du Secours Catholique de la région Nord-Pas-De-Calais organisaient Le 20 novembre 2013 à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Hainaut à Valenciennes, un colloque sur le thème :

"Les chômeurs : ces frères et sœurs qui nous dérangent... ou qui peuvent être notre chance."

Le but de ce colloque était de : **"Partir des situations que nous rencontrons pour changer notre regard, notre comportement et changer le regard de la société sur les chômeurs."**

- C'est **Yves Ravalard** (Président du Secours Catholique, délégation Nord Cambrai) qui a ouvert la séance.

- Puis **Pascale Novelli** (Responsable du département enquêtes et analyses statistiques du Secours Catholique) a présenté le dernier rapport statistique du Secours Catholique faisant apparaître la situation de plus en plus préoccupante des chômeurs en France.

- A la suite de quoi, s'est tenue une table ronde animée par **Régis Verley** (journaliste européen, spécialiste des questions sociales).

C'est tout d'abord **Valérie** et **Boniface** qui ont apporté leur témoignage, puis sont intervenus :

Pierre Maréchal, Association Vestali, accompagnateur en insertion

Gérard Marle, Prêtre accompagnateur du CCSC (Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs)

François Soulage, Président national du Secours Catholique

- Un temps important a ensuite été consacré à répondre aux questions posées par l'auditoire

- Enfin ce fut la conclusion du colloque par **François Soulage** et le mot de la fin par **Mgr Garnier**, archevêque du diocèse de Cambrai qui hébergeait de colloque.

Contenu

1) Ouverture du colloque par Yves Ravalard	2
2) Le rapport statistique présenté par Pascale Novelli	3
3) Le témoignage de Valérie.....	4
4) Le témoignage de Boniface, footballeur professionnel	5
5) Intervention de Pierre maréchal	6
6) Intervention de l'abbé Gérard Marle.....	7
7) Réponses aux questions de l'auditoire	8
8) Conclusion : qu'est-ce qu'on peut faire ?	9
9) Le mot de la fin par Monseigneur François Garnier	11

1) Ouverture du colloque par Yves Ravalard

C'est **Yves Ravalard** (*Président du Secours Catholique, Délégation Nord Cambrai*) qui a ouvert la séance. Il a notamment signalé que ce colloque était organisé sur la base objective du dernier rapport statistique annuel du Secours Catholique qui avait pour thème cette année : *L'emploi, quelle place pour les plus pauvres ?*

Pourquoi ce thème ?

Ce thème a été retenu parce que l'emploi détermine tout le reste, pas seulement la situation économique de la famille mais aussi l'estime de soi des personnes concernées qui ont tendance à se culpabiliser d'être sans emploi (*alors que c'est peut-être tout simplement parce qu'il n'y a pas d'emploi sur le marché du travail...*)

Pourquoi ce colloque national dans le Nord-Pas-de-Calais ?

A l'échelon national, 81% des personnes accueillies par le Secours Catholique sont sans emploi contre 88% dans notre région, ce qui n'est pas étonnant si l'on sait que le taux de chômage qui est en moyenne de 5,2% à l'échelon national, est de 15% dans notre *région (et plus encore dans certaines villes)*.

Qu'est-ce qui vient compliquer encore le problème du chômage ?

- Au problème du chômage s'en ajoutent souvent d'autres : des dettes (pour 66% des personnes accueillies) et des logements souvent précaires ou insalubres (pour 20% des accueillis).
- Pour chercher du travail, il faut être en bonne santé et les démarches ont un coût financier...
- Les personnes sans emploi sont mal perçues par la société qui les considère parfois comme des paresseux qui ne veulent pas travailler...
- Les chômeurs nous font peur et on les évite car ils nous montrent ce qui pourrait bien nous arriver... ou alors nous pensons qu'ils vivent à nos crochets...

Et Yves Ravalard de terminer son introduction en disant que ce colloque est pour nous l'occasion de nous mettre à l'écoute de *ces frères et sœurs qui nous dérangent*, pour étudier ensemble comment construire une société plus fraternelle, et il rappelle que c'est le titre de notre projet de délégation : "*Osons construire ensemble une société fraternelle*".

<><><>

2) Le rapport statistique présenté par Pascale Novelli

C'est ensuite **Pascale Novelli** (*Responsable du département enquêtes et analyses statistiques du Secours Catholique*) qui nous a présenté le dernier rapport statistique du Secours Catholique faisant apparaître la situation de plus en plus préoccupante des chômeurs en France.

1) Profil des accueillis

Chaque année, 1.431.000 personnes en grande difficulté sont accueillies au Secours Catholique par 60.000 bénévoles dans 2.500 lieux d'accueil. Parmi elles, il y a 31% de familles monoparentales, 24 % d'hommes seuls, 23 % des couples avec enfants. 672.000 enfants sont accueillis chaque année, dont la moitié dans des familles monoparentales. Les étrangers représentent un tiers des personnes accueillies.

2) Niveau de vie des personnes accueillies

17 % des personnes accueillies ne disposent d'aucune ressource (soit une personne sur six). 94 % des personnes accueillies vivent sous le seuil de pauvreté (977 € par mois). Or en un an, Le niveau de vie a baissé de 2,5 % alors que dans le même temps, les prix ont augmenté de 2 %. Pas étonnant dans ces conditions que 58,5 % des ménages accueillis soient concernés par les impayés (loyer, électricité...)

3) Situation face à l'emploi

La population se divise en trois grandes catégories : ceux qui travaillent, ceux qui cherchent un emploi et ceux qui sont en inactivité (retraités, étudiants, chômeurs...). Il y a 5,2 % de chômeurs en France mais ils sont 37,5 % parmi nos accueillis. Une majorité d'entre eux sont en inactivité subie : 24,5% sont malades ou en incapacité de travailler, 21,4% n'ont pas le droit de travailler (étrangers), 23,7% sont en grande errance...

Il y a deux catégories de chômeurs : indemnisés ou non indemnisés. On assiste à un glissement des chômeurs non indemnisés vers les longues durées et ceux-ci représentent ¼ des personnes accueillies au Secours Catholique.

4) Conséquences du chômage sur les enfants.

Les enfants vivant sous le seuil de pauvreté représentent 4,9% de nos accueillis quand les deux parents travaillent, contre 68,9% quand aucun des deux parents travaille (ce qui est le cas de 66% des couples accueillis par le Secours Catholique).

5) Ceux qui travaillent

Seulement 18% des personnes accueillies au Secours Catholique ont un travail et souvent à temps partiel. 62 % des personnes accueillis sont en intérim contre 2 % en national. Pour une personne sur cinq accueillies, le fait d'avoir un emploi ne les protège pas de la précarité et ils sont obligés de faire appel à des associations...

6) Les dispositifs d'aide

Les emplois aidés devraient normalement être attribués en priorité au type de personnes que nous accueillons au Secours Catholique or ils n'étaient déjà que 12,3 % en 2003 et seulement 4,1 % en 2012 ! Par ailleurs, seulement 2,4 % des actifs accueillis ont pu bénéficier d'un temps de formation professionnelle en 2012 (et plutôt pour ceux d'entre eux qui ont un niveau de vie plus élevé). Donc emplois aidés et formation professionnelle ne sont pas suffisamment accessibles aux personnes accueillies au Secours Catholique.

7) Conclusion

La recherche d'emploi est une course d'obstacles qui sont d'autant plus grands que les personnes sont en plus grande précarité. Face à cette situation, le Secours Catholique a donc travaillé autour de huit propositions regroupées dans notre document de positionnement.

<><><>

3) Le témoignage de Valérie

On demande à Valérie de nous faire part de son expérience

Valérie raconte comment à la suite de son divorce, elle s'est retrouvée seule avec un enfant, sans travail, sans voiture et, de toute façon, sans permis de conduire. Elle nous explique combien de temps et d'énergie il faut dépenser, dans ces conditions, pour chercher quand même du travail, remplir des dossiers, envoyer plus de 100 lettres par semaine, avec le coût en papier et en timbres que cela représente, chaque lettre envoyée étant comme une bouteille à la mer... Il faut compter seulement une réponse pour 100 lettres envoyées, et la plupart du temps c'est une réponse négative : quand vous n'avez pas de voiture, pas de permis de conduire et en plus un enfant à mettre en garde, on ne veut pas de vous car tous les employeurs potentiels ne voient en vous qu'une source de problèmes à venir...

On demande à Valérie comment elle a finalement réussi à s'en sortir

Elle explique qu'il faut s'accrocher, aller vers les autres, reconnaître qu'on a besoin d'aide et faire face à ses problèmes ! Elle explique l'importance de se former mais aussi la difficulté de suivre une formation quand on a un enfant à charge et pas de voiture pour se déplacer. Elle raconte comment elle a dû, pour acquérir une qualification, accepter de faire des stages non rémunérés, ensuite aller de CDD en CDD avant d'être embauchée comme conseillère en insertion.

On demande à Valérie comment on se sent quand on vit tout cela

Elle répond qu'on se sent frustrée, en colère, inexistant. Elle explique comment on a vite fait de perdre confiance en soi et qu'on est quelquefois tenté de se contenter des revenus de remplacement. Elle dit que bien sûr on a de la chance, en France, d'avoir le RSA pour nous aider à survivre mais qu'on ne peut pas continuer à vivre comme ça toute sa vie...

On demande à Valérie si elle a trouvé de la solidarité autour d'elle

Elle répond qu'il est très important dans ces cas-là d'être soutenu par sa famille quand on a la chance d'en avoir une, ce qui n'était pas son cas. Elle dit qu'elle doit reconnaître qu'il y a dans le service public des professionnels qui font bien leur travail. Mais elle est surtout reconnaissante au Secours Catholique de l'avoir accueillie et soutenue dans toutes ses démarches. Elle regrette de ne pas avoir bénéficié plus tôt de cette aide qui lui aurait permis d'être plus efficace dans ses recherches et de perdre moins de temps dans ses démarches. Elle dit que c'est pour ça qu'elle est maintenant bénévole au Secours Catholique depuis plus trois ans, parce qu'elle veut donner aux autres ce qu'elle-même n'a pas suffisamment reçu.

<><><>

4) Le témoignage de Boniface, footballeur professionnel

Boniface, originaire du Cameroun, explique qu'il a pu venir en Italie grâce à un contrat de travail en tant que footballeur professionnel. Mais lorsque le club qui l'employait a fait faillite, il s'est retrouvé au chômage et devant le paradoxe suivant :

- **En Italie** : Il a le droit de travailler mais s'il ne trouve pas de travail, il ne touche aucune indemnité de chômage.
- **En France** : Comme il est venu dans un pays de l'Union Européenne avec un contrat de travail, il a le droit de venir et de vivre en France mais il n'a pas le droit d'y travailler. Boniface a quand même choisi de venir en France car il parle le français et il a ici un ami africain qui peut l'aider à survivre...

Mais Boniface explique qu'il ne veut pas vivre en parasite et qu'il rend service à la société française en travaillant dans un club de football en tant qu'entraîneur pour les équipes de jeunes de ce club, bien sûr en tant que bénévole...

Boniface avoue que pour survivre, il lui arrive d'accepter des petits boulots... et il remercie surtout le Secours Catholique qui le soutient et qui l'aide à tenir.

Quand on demande à Boniface ce qu'il souhaite le plus, il répond : "Avoir le droit de travailler."

Quand on lui demande quel message il pourrait adresser à ceux qui se trouvent dans ce genre de situation, Boniface répond : "*Il faut toujours garder espoir. J'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui m'ont donné l'espoir. Je tiens à remercier le Secours Catholique pour son soutien : on ne peut pas s'en sortir seul, on a besoin du regard des autres pour y voir plus clair.*"

<><><>

5) Intervention de Pierre maréchal

Pierre Maréchal travaille avec sa femme pour l'association Vestali en tant qu'accompagnateur en insertion.

- Il explique qu'il est difficile de résoudre le problème de l'insertion dans un monde où il n'y a plus d'emploi...
- De plus, avant de trouver un emploi, il faut résoudre les problèmes en amont : problèmes de divorce, de perte de confiance en soi, d'isolement, de solitude et surtout... de culpabilité.

Pierre Maréchal poursuit donc son intervention en disant :

- **Notre premier objectif** est donc de déculpabiliser les personnes qui se retrouvent au chômage en leur expliquant que bien souvent ils ne sont pas la cause de leur inactivité, en particulier dans le cas des firmes qui licencient alors qu'elles réalisent des bénéfices, tout simplement parce qu'elles veulent gagner encore plus argent.
- **Notre deuxième objectif** est de créer une dynamique de groupe, de réintégrer les personnes sans emploi dans des réseaux de solidarité.
- **Notre troisième objectif** est d'obtenir un véritable soutien des employeurs car trop souvent leur contribution consiste, pour obtenir des subventions, à créer des emplois qui n'en sont pas, c'est-à-dire des emplois temporaires qui ne débouchent pas sur une véritable insertion à long terme dans le monde du travail.
- **Notre quatrième objectif** est de créer des emplois d'intérêt collectif qui, même s'ils ne sont pas générateur de profits, ont du moins le mérite d'éviter de payer des gens à ne rien faire et aussi le mérite de donner aux personnes sans emploi le sentiment d'être utiles à la société.
- **Notre cinquième objectif** cependant est d'aider les personnes sans emploi à acquérir les qualifications professionnelles qui leur permettront de trouver ou de retrouver un emploi stable, condition d'une véritable insertion sociale et d'un retour à l'estime de soi.

Et Pierre Maréchal conclut son propos en disant que le chômage n'est pas seulement un problème économique, c'est aussi et même avant tout, un problème culturel. On ne pourra pas résoudre le problème du chômage tant qu'on essaiera de lui trouver une solution purement économique. Ce sont les fondements mêmes de notre société qui sont à reconsidérer.

<><><>

6) Intervention de l'abbé Gérard Marle

Gérard Marle est Prêtre accompagnateur du CCSC (*Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs*). Il dénonce le manque généralisé de solidarité dans la société française qui globalement refuse d'écouter la parole collective des chômeurs.

Quand on lui demande comment il explique cette indifférence générale, il répond :

Écouter l'autre, c'est se demander : Que se passe-t-il dans l'autre ? Mais écouter celui qui est en train de mourir, c'est voyager dangereusement car, au bout du compte, il s'agit d'affronter la mort. Et peu de gens sont prêts à faire cela, ils préfèrent rester dans la sécurité et le confort d'une vie bien rangée.

On lui demande si les chômeurs ne pourraient pas se mobiliser pour se faire entendre.

Il répond qu'il est très difficile de susciter cette parole collective à cause de l'extrême variété des chômeurs : certains sont au bord du chômage mais espèrent encore préserver leur emploi, et pour ceux qui y sont déjà, la situation est vécue différemment par chacun : pour les uns, c'est avant tout un problème économique, pour d'autres un problème social ou familial, pour d'autres un problème d'équilibre psychologique... certains veulent à tout prix s'en sortir, d'autres sont résignés... Bref une des plaies du chômage, c'est que chacun se retrouve seul avec son problème.

Quand on lui demande si les hommes politiques ne pourraient pas intervenir, il répond :

Le chômage n'est pas un enjeu politique dans une société... qui accepte que certains deviennent de plus en plus riches et d'autres de plus en plus pauvres, où certains travaillent trop alors que d'autres ne trouvent pas de travail ou même n'ont pas le droit de travailler, où seulement 5 % des plus pauvres ont accès à la formation. Dans un tel contexte notre boulot est plus que jamais de soutenir la voix collective des chômeurs pour obtenir de vraies négociations.

Quand on lui demande pour quoi il veut négocier, il répond :

D'abord pour sortir des stéréotypes parmi lesquels celui qui consiste à considérer les chômeurs comme des paresseux et des fainéants. 900 000 d'entre eux sont en errance complète parce qu'ils ne trouvent pas de moyens de s'en sortir et que c'est pour eux le seul moyen de ne pas disjoncter complètement.

Ensuite pour obtenir un partage du travail, ce qui devrait être possible dans un pays où la productivité a été multipliée par deux en 120 ans, puis par trois pendant les 50 dernières années.

Ensuite pour changer de mentalité, faire comprendre que notre identité ne se trouve pas seulement dans le travail mais aussi dans le bénévolat. On pourrait envisager aussi d'interdire le chômage et le remplacer par des emplois d'intérêt public.

Enfin pour obtenir des chefs d'entreprise qu'ils jouent le jeu dans le cas des emplois aidés pour que ces aides soient utilisés pour les plus pauvres dans un travail où ils produisent quelque chose plutôt que pour créer des emplois fictifs pour des gens qui n'en ont pas besoin et qui sont payés à ne rien faire.

<><><>

7) Réponses aux questions de l'auditoire

Les étrangers viennent prendre la place des Français... ?

Valérie dit que non. Elle pense qu'il faut toujours rester dans une situation de partage, même quand on est au plus bas et même quand on a tout perdu. Au lieu de voir les autres comme des concurrents, il faut se dire qu'on a tous un potentiel et chacun doit découvrir son potentiel. Elle pense aussi que le fait qu'on a tous les mêmes difficultés, doit nous encourager à lutter ensemble plutôt que les uns contre les autres.

Boniface dit qu'il y a aussi des Français qui vont en Afrique. Il pense qu'il faut donner la chance à tout le monde.

François Soulage dit que la plupart des étrangers n'ont pas choisi de venir ici, ils ont été chassés de chez eux pour la misère et l'injustice. Les richesses nationales de leurs pays ne profitent qu'à quelques-uns avec la complicité des grands groupes internationaux. Nous avons tous notre part de responsabilité dans cette affaire parce que trop longtemps nous avons fermés les yeux.

Les grandes centrales syndicales ne rejoignent pas les chômeurs... ?

Gérard Marle dit qu'effectivement, les syndicats mènent un combat difficile qu'il faut reconnaître mais leur préoccupation est de défendre ceux qui ont un emploi et qui risquent de le perdre, plus que d'aider ceux qui sont à la recherche d'un emploi. Ce sont deux groupes qui ont du mal à se rejoindre parce qu'ils n'ont pas les mêmes préoccupations. Cela peut paraître paradoxale, mais même les syndicats ne se préoccupent pas de donner la parole aux chômeurs.

Est-il possible de développer la responsabilité sociale des entreprises, c'est-à-dire qu'au moment d'embaucher, les chefs d'entreprise prennent en compte les difficultés des demandeurs d'emploi... ? Est-ce que c'est possible si ces demandeurs d'emploi n'ont pas un appui syndical ?

François Soulage répond que la responsabilité sociale des entreprises, ça peut marcher à condition que les deux parties jouent le jeu : il cite le cas d'une expérimentation menée par le Secours Catholique en partenariat avec un club de chefs d'entreprise. Ceux-ci acceptent d'embaucher des personnes éloignées de l'emploi mais qui ont été préparées par des associations d'aide à l'insertion. Il dit que ça peut marcher à condition que l'administration apporte son soutien même si ces expérimentations ne sont pas prévues par les textes...

François Soulage continue en disant que cela est d'autant plus important que le retour à l'emploi est la première condition pour sortir d'une situation de pauvreté et d'exclusion, plus encore que de trouver un logement. Il précise également qu'il vaut mieux donner de l'argent pour des emplois aidés qui consistent à subventionner des emplois qui ne sont pas totalement rentables mais où les gens produisent au moins quelque chose, plutôt que pour des allocations chômage où les gens ne produisent rien du tout. Et il précise que ces emplois aidés doivent aller à ceux qui en ont le plus besoin, ce qui n'est pas toujours le cas, comme il aura l'occasion de le redire tout à l'heure dans la conclusion du colloque...

Les bénévoles prennent la place des salariés... ?

François soulage répond qu'au contraire, le bénévolat est un tremplin pour l'emploi car le taux de retour à l'emploi des bénévoles est infiniment supérieur aux autres, parce qu'ils ont une activité, un horaire, qu'ils doivent rendre des comptes, qu'ils sont pris au sérieux. Le bénévolat est un chemin d'accès à l'emploi.

Le chômage, qu'est-ce qu'on y peut ? Les gens s'en fichent tant qu'ils ne sont pas concernés.

Valérie pense qu'on peut changer la situation à condition que chacun se remette en question, aller vers l'autre, se soucier d'autrui qui lui aussi peut avoir ses problèmes....

Gérard Marle résume ainsi son expérience de 30 ans comme accompagnateur des chômeurs : Heureusement qu'il y avait les cathos, l'Église et les communautés religieuses... pas seulement par l'argent mais aussi par la présence et par les encouragements, notamment de certains évêques, pour les premières maisons de chômeurs...

Pierre Maréchal dit que l'indifférence des gens à l'égard des demandeurs d'emploi est symptomatique d'une société où les gens sont de plus en plus individualistes. Il pense que l'emploi est un problème culturel, même pour ceux qui ont un emploi car le monde du travail devient trop souvent un lieu d'affrontement où chacun essaie de dominer l'autre. Il pense qu'il faut recréer du dialogue et reconstruire une culture collective...

François Soulage dit que les gens restent sur la réserve parce qu'ils ont peur de mettre le petit doigt dans l'engrenage. Mais il pense qu'il y a des tas de petites choses que chacun peut faire pour faciliter la situation des demandeurs d'emploi.

<><><>

8) Conclusion : qu'est-ce qu'on peut faire ?

Chargé de conclure ce colloque, **François Soulage, Président national du Secours Catholique**, propose de répondre en trois étapes, à la question : "*Que peut-on faire pour résoudre le problème du chômage?*" : Ce que l'on peut faire...

1. Pour agir en amont du problème
2. Pour agir à côté du problème
3. Pour agir de façon directe

1. Pour agir en amont du problème

- Profiter de certaines occasions où les personnes au chômage viennent nous voir pour une autre raison (baptême, caté, messe de funérailles...) pour aborder le problème du chômage : plutôt que de dire : "*ça ne fait rien si vous ne pouvez pas payer*", profiter de l'occasion pour leur demander ce qui se passe et les inviter à parler de leur situation.
- Pour aider les gens à trouver ultérieurement un emploi, on peut les préparer et les entraîner à passer un entretien. On peut aussi les aider à remplir un formulaire d'embauche, un CV etc.

2. Les actions latérales

- Parallèlement à la recherche d'un contrat de travail, il faut les aider à trouver une formation, un logement, à scolariser leurs enfants... bref à tout prix éviter le phénomène d'exclusion sociale qui est l'une des conséquences les plus dramatiques du chômage.
- Comme on l'a vu, l'emploi n'est pas un enjeu politique. *C'est pourquoi depuis que je suis à la présidence du Secours Catholique, nous sommes en train de faire de l'emploi un enjeu politique. Avec 3.500.000 chômeurs dont certains ont plus de deux ans d'ancienneté, il ne faut pas s'étonner s'il y a actuellement une exaspération grandissante.*
- Enfin rappelons que le Secours Catholique accueille 2.400 personnes par jour, des personnes qui nous disent : *"Merci au Secours Catholique de nous aider à ne pas sombrer."* car le Secours Catholique n'est pas seulement une association qui donne à manger, c'est un lieu où ils peuvent trouver des gens qui écoutent leurs problèmes dans le respect de la personne. François Soulage propose même de remplacer les termes *Accueillants* et *Accueillis* par *"Membres du Secours Catholique"*.
- Le Secours Catholique donne aussi aux personnes accueillies la possibilité de se rencontrer au sein de groupes conviviaux pour échanger, s'entraider. Certains choisissent même de devenir bénévoles à leur tour parce qu'ils ont compris que la meilleure façon de s'en sortir, c'est encore de se mettre au service des autres.

3. Les actions directes

- Orienter les personnes en recherche d'emploi vers les associations intermédiaires qui peuvent les aider à en trouver.
- Leur expliquer qu'il est souvent plus avantageux d'accepter un emploi à temps partiel avec une fiche de paie déclarée que de travailler au black.
- Aux prochaines élections municipales il faut mettre les chômeurs en face des candidats et leur poser la question : *les emplois aidés sont pour qui ?* Et à ceux qui critiquent les emplois aidés (*qui, rappelons-le, consistent à subventionner des emplois qui ne sont pas complètement rentables*) François Soulage demande encore une fois : *"Qu'est-ce qui est mieux, des allocations chômage, c'est-à-dire payer des gens à ne rien faire ou des emplois aidés où les gens produisent au moins quelque chose ?"*
- Profiter de ces élections (*et de toutes les occasions*) pour lutter contre tout discours d'exclusion. Faire prendre conscience que lutter contre l'exclusion, ce n'est pas seulement servir la fraternité, c'est aussi le meilleur moyen de lutter contre l'insécurité.

Bref, nous devons œuvrer pour changer le regard de la société ou la société elle-même... Peut-on, en effet, continuer à soutenir un système qui repose sur la croissance à tout prix et qui profite surtout à certains, quel que soit le coût social pour les autres ? Et ce coût social, c'est le chômage, la pauvreté, l'exclusion, c'est pourquoi François Soulage termine son propos en disant :

"Un des enjeux fondamentaux des prochaines élections, c'est le vivre ensemble. Nous ne pouvons pas accepter que ces élections se jouent sur le thème de la sécurité et de l'exclusion. Ne laissons pas détruire la fraternité, or elle est en cause aujourd'hui. Il nous faut imposer à nos responsables politiques, quelle que soit leur couleur politique, qu'on ne peut en aucun cas accepter un discours d'exclusion. C'est notre devoir de chrétiens et c'est ce à quoi je vous appelle aujourd'hui."

9) Le mot de la fin par Monseigneur François Garnier

Invité à prononcer le mot de la fin, Mgr Garnier, qui a suivi tous les débats avec une grande attention, commence par résumer le message clé de chacun des intervenants :

Valérie : "Je veux donner ce que je n'ai pas reçu."

Boniface : "Avoir le droit de travailler."

Pierre maréchal : "Nécessité de déculpabiliser les personnes sans emploi"

Gérard Marle : "On ne veut pas écouter pas la parole collective des chômeurs : 300 chômeurs manifestent mais on continue. Heureusement qu'il y a les catholiques."

François Soulage : "L'emploi n'est pas encore devenu un enjeu politique de notre société."
et : "Au Secours Catholique, on ne fait pas de différence entre les accueillants et les accueillis."

Mgr Garnier évoque ensuite les conséquences de la crise économique, par exemple l'hôpital de Maubeuge qui n'a plus les moyens de payer un aumônier à temps plein.

Il rapporte aussi les propos d'un élu national qui a dit aux évêques : "Occupez-vous des migrants, moi si je m'en occupe, je perds les élections !"

Il dit ensuite combien il est fier, par contre, de trois diacres du diocèse qui vivent concrètement l'esprit de Diaconia en se mettant au service des Roms présents dans le diocèse.

Mais il évoque ensuite la préoccupation des évêques devant la disparition des communautés de religieuses dans les quartiers les plus pauvres. Et il termine par cette boutade : "Les religieuses sont nos Sœurs, les prêtres sont nos Pères. Quand on voit ce que les Sœurs font, on peut croire ce que les Pères disent... !"

Sur ce bon mot, chacun s'est levé pour poursuivre ce débat par petits groupes, au cours du cocktail dinatoire qui a clôturé ce colloque.

Résumé par Gérard Pique

Reportage vidéo du colloque sur notre site diocésain :

<http://secourscatholique.cathocambrai.com/>

Titre du reportage :

Chômage, Pauvreté, Exclusion

Les trois mots qui font peur aux Français

